

Résolution du 7 juin 2006 de Mme Gisèle Thiévent et M. Alain Dupraz: «La Ville ne défend et ne finance que le sport pour toutes et pour tous».

(refusée par le Conseil municipal lors de la séance du 22 janvier 2007)

PROJET DE RÉSOLUTION

Considérant:

- que, en 2002, le gouvernement fédéral a trompé le parlement, soit par calcul, soit par incompetence, en s'engageant seul au nom du peuple à supporter les frais relatifs à l'organisation de matchs internationaux de l'Eurofoot 2008 à hauteur de quelques millions, tout en demandant aujourd'hui qu'on lui alloue plus de 180 millions de francs;
- que le Conseil d'Etat genevois avait alors félicité le gouvernement fédéral pour ce choix et qu'il s'était engagé, sans aucune analyse financière, à collaborer pour la part devant revenir à notre canton;
- que, en 2006, le Conseil d'Etat, tout en déclarant qu'il ne pratiquerait aucune réduction des prestations, a mis en œuvre des coupes claires et iniques à hauteur de 8 millions de francs dans l'aide sociale aux plus démunis, sous prétexte d'équilibrer son budget;
- que ce même Conseil d'Etat se prépare pourtant aujourd'hui à proposer au peuple d'avaliser une dépense de l'ordre de 10 à 20 millions de francs pour les trois matchs prévus à Genève;
- que la Ville, qui investit déjà beaucoup pour permettre et développer le sport populaire, notamment le football, sera inévitablement sollicitée pour éponger une part de cette nouvelle et importante facture;
- que la Ville n'a pas vocation de collaborer au développement de compétitions professionnelles qui ignorent, dans la pratique, les questions éthiques, non seulement en termes financiers, mais aussi en termes de marché humain de joueurs, de corruption, de dopage, voire de prostitution, réalités qui gangrènent ces nouveaux jeux du cirque;
- que la Ville n'a pas non plus vocation de favoriser le développement d'une manifestation émotionnelle aux relents nationalistes et racistes qui se déroule dans les tribunes et en dehors des stades, en parallèle à celle qui se déroule sur le terrain,

le Conseil municipal décide que la Ville de Genève ne contribuera en aucune manière aux dépenses induites par l'organisation des matchs de l'UEFA sur le territoire du canton.